



Communiqué de Presse

Par ce communiqué de Presse, l'Intersyndicale CGT-FO-FSU-LSAutonomes-SUD-UNSA tient à réaffirmer ses revendications et à répondre aux informations erronées récemment communiquées par TOULOUSE MÉTROPOLE.

Communiqué de Presse

Tout d'abord, et contrairement aux récentes annonces faites dans la Presse, aucune réponse n'a été apportée par la Collectivité à la proposition de rencontre formulée, par écrit le 22 décembre, par l'Intersyndicale.

Il nous apparaît utile de préciser que la Collectivité est coutumière du fait, ne nous ayant pas reçus dans le cadre du dépôt de préavis de grève du 9 décembre dernier.

Si le conflit perdure, c'est donc uniquement du fait de TOULOUSE MÉTROPOLE, l'Intersyndicale répondant favorablement à toutes les invitations au dialogue.

Il nous semble également important de rappeler que l'objectif n'a jamais été de gêner la population pendant la période des fêtes de fin d'année.

Les éboueurs ont déjà démontré, notamment lors des récentes périodes de confinement, leur attachement au Service Public.

C'est TOULOUSE MÉTROPOLE qui est, seule, responsable du calendrier en annonçant les décisions ayant provoqué ce conflit au mois de novembre et une application de ces mesures au 1^{er} janvier 2022.

De plus, nous contestons avec force les récentes déclarations du Vice-Président TERRAIL-NOVES concernant les revendications de l'Intersyndicale.

En effet, la demande d'octroi de 74 jours de congés supplémentaires n'a jamais fait partie des revendications des agents que nous représentons et affirmer le contraire relève soit du mensonge soit d'une méconnaissance du sujet et des discussions en cours.

Si nous demandions bien une reconnaissance de la pénibilité à hauteur de 33 %, cette dernière se traduirait par une baisse du temps de travail journalier d'une part et par l'octroi de 10 jours de congés supplémentaires d'autre part.

Nous sommes donc bien loin des affirmations de Vincent TERRAIL-NOVES qui déclarait récemment que la priorité de la Collectivité était la santé des agents à qui il demandait, en conséquence, d'abandonner le système du fini-parti.

Demande à laquelle il a reçu une réponse FAVORABLE des agents le 16 décembre dernier.

Pour rappel, TOULOUSE MÉTROPOLE proposait, en contrepartie, une reconnaissance de la pénibilité à hauteur de... 0,8 %.

A ce jour, et en dépit de l'effort consenti par les agents, la Collectivité a porté sa proposition à hauteur de 3 % alors que l'Intersyndicale a fait part de sa volonté de ne pas descendre en dessous d'une reconnaissance de la pénibilité comprise entre 15 et 20 %, comme l'ont fait d'autres Collectivités.

Il nous semble important de rappeler que TOULOUSE MÉTROPOLE a également décidé de ne plus respecter ses engagements pris en 2019 et impose donc, aussi, une baisse de rémunération à une partie de nos collègues éboueurs.

En conclusion, nous réaffirmons que l'enlisement du conflit n'est dû qu'au comportement de la Collectivité dont les informations distillées dans la Presse ne font que renforcer le sentiment de colère chez nos collègues éboueurs.

Qu'il nous semblait important de rétablir la vérité qui est, nous semble-t-il, due à tous les citoyens impactés par ce conflit social et que les revendications portées n'ont rien à voir avec celles annoncées par TOULOUSE MÉTROPOLE.

Nous réaffirmons enfin, qu'en dépit de la périodes des fêtes de fin d'année et de toute la campagne de désinformation actuelle, l'Intersyndicale reste ouverte au dialogue et disponible pour une éventuelle rencontre.